

La présentation prévue en février : Stratégie nationale de la logistique Economie

Posté par: Visiteur

Publié le : 21-01-2010 19:54:00

Le secteur absorbe 20% du PIB

La présentation de la stratégie nationale pour l'amélioration de la compétitivité logistique au Maroc est prévue le mois prochain. Laquelle stratégie sera même couronnée par la signature d'un Contrat-Programme entre le Gouvernement et le secteur privé.

Cette stratégie est définie par une étude déjà lancée par le ministère de l'Équipement et des Transports, en partenariat avec la CGEM. Elle a fait l'objet d'une convention de financement avec le Fonds Hassan II pour le Développement Économique et Social dont la signature a été présidée par SM le Roi, le 19 mai 2008 à Casablanca.

Cette stratégie a pour objectif d'optimiser la gestion des flux de marchandises à travers la définition et la mise en oeuvre d'un schéma national de plates-formes logistiques.

Elle a aussi pour but de mettre à niveau des acteurs privés dans le secteur du transport routier des marchandises. Dans le même sillage, elle vise à les former dans les métiers du transport et de la logistique. Il s'agit de l'élaboration de programmes de formation à même de répondre aux besoins des opérateurs et de consacrer le professionnalisme et la performance dans l'exercice des métiers de transport et de logistique.

Elle ambitionne également de créer, en partenariat avec le secteur privé, des outils de suivi et de veille sur le niveau d'efficacité des services logistiques (observatoire de la compétitivité logistique).

Parmi les dispositions prévues par la stratégie nationale, figure également la création d'un observatoire de la compétitivité logistique. Un tel instrument constituera une base de données commune entre l'État et le privé permettant de mesurer et de suivre régulièrement les indicateurs de performance du secteur tels les coûts, les délais de passage dans les ports ou encore le coût du fret maritime.

Selon un bureau d'étude français de renom, le coût de la logistique est encore trop élevé au Maroc. Elle absorbe environ 20% du PIB et constitue de 25 à 60 % de la valeur ajoutée totale, selon les secteurs. Et la même source d'ajouter que la ville de Casablanca et sa région sont considérées comme le coeur battant du secteur. Mais d'autres régions affichent leurs ambitions en ce domaine. C'est le cas de Tanger qui mise énormément sur le complexe portuaire de Tanger Med. L'étude recommande toutefois de développer d'autres zones dédiées à la logistique, notamment dans les régions de Meknès, Marrakech, Agadir et Oujda. Objectif : proposer une offre complète en la matière.

La Banque Mondiale souligne, pour sa part, dans une étude, que la logistique, créatrice de valeur ajoutée, pourrait dynamiser l'économie marocaine en faisant apparaître de nouveaux services

indispensables aux multinationales.

Cependant, poursuit la même source, la logistique reste précaire malgré un programme ambitieux de réformes des douanes et des transports. En cause : une flotte routière non structurée et peu fiable, une offre de services en logistique quasiment inexistante mais, surtout, un coût et un délai exagérément élevés pour le passage du détroit de Gibraltar.

Bien que le Maroc ne soit séparé de l'Europe que par une quinzaine de kilomètres, le coût d'un transport Agadir-France est si important qu'il équivaut environ à un transfert Istanbul-France ! Dans ces conditions, l'avantage géographique du pays se trouve considérablement restreint, relève-t-on de même source.

Autres handicaps soulevés par la Banque mondiale : prix d'accès au foncier pour les plates-formes, manque de coopération entre les acteurs, gestion de l'information peu moderne et offre de formation mal adaptée aux besoins des entreprises.

La Banque Mondiale souligne, par ailleurs, que le Maroc, pour conserver ses relations privilégiées avec l'Union Européenne, est appelé à améliorer sa logistique extérieure. Pour ce faire, elle recommande notamment de « développer le secteur comme vecteur d'activité, à la fois à travers de nouveaux services mais aussi par la diffusion d'attitudes et de pratiques modernes dans les entreprises marocaines exportatrices ainsi que celles qui produisent sur le marché local. »

Pour relever ce nouveau défi, les entreprises et les autorités marocaines devront, bien entendu, travailler de concert.

Il est à souligner que la consolidation d'une réelle compétitivité logistique de l'économie nationale figure, quand même, parmi les principaux objectifs du programme gouvernemental 2008-2012.

L'opinion